



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 12 juin 2014

*Unité territoriale d'Eure-et-Loir*

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir (DDCSPP)  
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES

POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGREMENT VEHICULES HORS D'USAGE

**SOCIETE GALLOO GELLAINVILLE**

N° ICPE : 66

COMMUNE DE GELLAINVILLE

Par courrier du 17 avril 2014, reçu le 19 mai 2014, la société GALLOO GELLAINVILLE a transmis une demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU ») pour son site situé Zone Industrielle de Gellainville sur le territoire de la commune de Gellainville.

## **1. CADRE REGLEMENTAIRE**

### **a) Dispositif de traitement des VHU**

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

### **b) Agréments des opérateurs**

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

## **2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société GALLOO GELLAINVILLE située Zone industrielle de Gellainville – 8 rue Joseph Cugnot – 28 630 Gellainville exploite :

- un stockage et des activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux ;
- un centre de tri et de transit de déchets industriels et résidus urbains ;
- une déchetterie ouverte aux usagers ;
- un centre de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- des installations de récupération et de dépollution de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 4 mai 2009. Cet arrêté abroge les dispositions de l'arrêté du 27 juillet 1981 autorisant monsieur Marcel AUTIN à exercer une activité de récupération et de recyclage de ferrailles sur le site de Gellainville.

L'exploitant bénéficie de l'agrément préfectoral « démolisseur » n° PR28 00013 D par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2008. Cet agrément préfectoral a été délivré en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2014 a mis à jour le cahier des charges annexé à l'agrément n°PR28 00013D et a mis à jour les rubriques de classement pour les activités exercées sur ce site suite à la modification de la nomenclature des installations classées.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 10 juillet 2008 et arrivant à échéance le 10 juillet 2014.

### **3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SARL CENTRE AUTO SERVICE**

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société GALLOO GELLAINVILLE a été reçu à la DREAL le 19 mai 2014.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

#### **a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement**

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Les VHU sont expédiés chez un broyeur agréé.

#### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2014 et a donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

#### **c) Conformité de l'installation**

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOCERT ENVIRONNEMENT suite à une visite en date du 29 octobre 2013. Cet organisme est accrédité selon le référentiel ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport a mis en évidence une non-conformité aux dispositions du cahier des charges : l'absence de recyclage des éléments en plastique démontés sur les VHU car ces éléments plastiques sont envoyés vers une déchetterie. La société GALLOO GELLAINVILLE s'engage à chercher une filière de valorisation pour ces plastiques.

#### **d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station autonome de dépollution des VHU. Les opérations de retrait des fluides frigorigènes sont réalisées par des personnes ayant une aptitude de catégorie V et la société GALLOO GELLAINVILLE bénéficie d'une attestation de capacité de catégorie V pour cette activité.

#### **e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation**

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant procède au démontage des pneumatiques, des pièces détachées en vue de leur réutilisation, des métaux ferreux et non ferreux et plastiques. L'exploitant s'engage à respecter les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 11° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé et les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 12° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé.

## **4. PRESCRIPTIONS**

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose de renouveler l'agrément du pétitionnaire pour 6 ans soit jusqu'au 10 juillet 2020.

## **5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport établi le 29 octobre 2013 par l'organisme ECOCERT ENVIRONNEMENT a mis en évidence une non-conformité relative à l'absence de recyclage des éléments en plastique démontés sur les VHU envoyés actuellement en déchetterie et que l'exploitant s'engage à rechercher une filière de valorisation pour ces éléments plastique ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société GALLOO GELLAINVILLE pour son site situé 8 rue Joseph CUGNOT, Zone industrielle de Gellainville à Gellainville.